

Maître d'Ouvrage



Opération

COTÉ VILLAGE

Construction de 12 et 8 logements en accession

201 avenue de Lyon

07500 GUILHERAND GRANGES

Charte de Gestion des déchets

1 - CHARTE DE GESTION DES DÉCHETS

La gestion des déchets par lot sera individualisée.

Mise en place, maintenance et suivi d'une aire de stockage des déchets à la charge du lot gros oeuvre.

En début de chantier, les entreprises adjudicatrices choisissent de déléguer la gestion de leurs déchets au lot gros œuvre par un compte interentreprises distinct du compte prorata.

Imposer au niveau du poste de travail, un tri à la source par des conteneurs indépendants avec pictogrammes.

Le Maître d'Oeuvre intégrera dans l'organisation du chantier :

- Une aire de manœuvre des camions pour l'enlèvement et la dépose des bennes (compter 6 m de long pour une benne et 10 m de dégagement pour un camion),
- Une aire de stationnement de 4 bennes (7 à 20 m³) minimum pour la gestion des déchets banals et inertes,
- Une aire spécifique aux DIS.

Dans tous les cas, l'objectif du Maître d'Ouvrage est de connaître la destination des déchets évacués et de s'assurer qu'ils sont bien dirigés vers des centres agréés.

Prescriptions communes à tous les corps d'état

Chaque entreprise est responsable des déchets qu'elle génère par la réalisation de ces travaux et doit dans le cadre de son marché assumer les charges financières relatives à l'élimination des déchets.

Le soumissionnaire aura l'obligation de trier au niveau de chaque poste de travail les déchets générés et devra être en mesure de prouver à chaque instant que les déchets sont dirigés vers des filières de valorisation ou d'élimination ayant une autorisation préfectorale.

Prescriptions relatives au lot Gros-Œuvre

Le soumissionnaire installera dans l'enceinte du chantier une aire de stockage des déchets qui comportera au minimum 4 bennes :

- Une benne pour les déchets inertes ou assimilés (gravats, carrelage, béton, tuiles...).
- Une benne pour les DIB non valorisables à destination de la classe 2.
- Une benne pour les DIB valorisables.
- Une ou plusieurs benne(s) pour les DIS.



La présence de bennes par nature de contenu, leur nombre et leur volume pourront être variables en fonction de l'avancement du chantier et donc de la nature des déchets produits.

Certains déchets pourront être stockés dans des bennes compartimentées afin de limiter les coûts de stockage et de transport dans le cas où les filières de traitement le permettraient.

Au début du chantier, l'entreprise devra indiquer le type et les caractéristiques des bennes mises en place et la destination des déchets.

Le stockage des déchets se fera :

- Soit en benne ouverte (benne bateau ou benne avec porte) d'une hauteur qui permet la vidange aisée des déchets,
- Soit en benne fermée avec couvercle ou conteneur pour les déchets spéciaux
- Soit autres (fûts, conteneur pour les métaux non ferreux par exemple).

Le titulaire assurera :

* Au niveau de l'organisation :

- La modification de l'organisation de l'aire de stockage des déchets en fonction des étapes du chantier en particulier «gros œuvre et second œuvre» qui conditionnent les flux de déchets.
- La modification des filières en cas d'émergence de nouvelles opportunités (mise en service d'un incinérateur de DMA, ...),
- La mise à disposition des moyens nécessaires pour le tri, le stockage, le transport, l'entreprise devra assurer à tout moment la place disponible pour tout type de déchets,
- En cas de sous-traitance pour l'enlèvement des bennes, la prestation devra se faire dans l'heure qui suit l'appel de la personne responsable des évacuations sur le site,
- La simplicité de l'organisation devra être un souci permanent pour garantir l'efficacité du tri sur chantier.

* Au niveau de l'aire de stockage :

- L'aménagement et le clôturage de l'aire d'entreposage des bennes ainsi que les équipements nécessaires au personnel de contrôle mis à poste,
- La propreté et l'entretien de (ou des) l'aire (s) d'entreposage des déchets en attente de valorisation,
- La signalisation des bennes et points de stockage ; l'identification des bennes seront notamment assurée par des icônes facilement identifiables par tous.

2 - ENGAGEMENT DE L'ENTREPRENEUR

Je soussigné, _____,
en ma qualité de _____,
de l'entreprise _____,
m'engage à respecter les dispositions relatives au tri des déchets de chantier.

Fait le _____ à _____.

Tampon et signature de l'entreprise

Définitions et catégorie des déchets de chantier :

1^{ERE} CATEGORIE : DIS Déchets Industriels Spéciaux

Ils sont considérés comme dangereux et toxiques.

- certaines peintures,
- bois traités avec oxydes de métaux lourds,
- amiante,
- produits chimiques,...

2^{EME} CATEGORIE : DIB Déchets Industriels Banals,

Ils regroupent essentiellement :

- bois non traité,
- plastiques,
- métaux,
- cartons,...

3^{EME} CATEGORIE : Les déchets inertes

Ces déchets lorsqu'ils sont stockés, ne doivent connaître aucune modification physique, chimique ou biologique importante.

Ils ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique de nature à nuire à l'environnement.

Ce sont notamment :

- pierre naturelle,
- terre non souillée,
- matériaux de terrassement,
- céramique,
- brique,
- béton,...

Filières d'élimination des déchets :

La DECHETTERIE

La déchetterie est un lieu organisé, clos, gardienné où les particuliers (et selon les déchetteries, les artisans, et les commerçants) peuvent apporter certains déchets en les répartissant dans des conteneurs spécifiques (papiers, cartons, ferrailles, verres, gravats, tout-venant, huiles usagers...) en vue de valoriser au mieux ou d'éliminer ces matériaux.

La déchetterie permet de lutter efficacement contre la constitution de décharges « sauvages », elle contribue à la réduction du gaspillage et de la pollution.

LE CENTRE DE STOCKAGE OU CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE (CET) OU DECHARGE CONTROLEE

On a coutume de distinguer trois types de CET :

➤ LES CENTRES CLASSE I :

Type de déchets acceptés : déchets dangereux (DIS)

Certains déchets doivent être stabilisés avant leur mise en stockage (résidus de peintures solides...)

Coût de la mise en dépôt des déchets : de 122 à 500 Euros la tonne

- Les CET Classe I sont des installations classées pour la protection de l'environnement, réglementées par l'arrêté du 18/12/1992 modifié par l'arrêté du 18/02/1994

- Depuis le 1^{er} janvier 1999 (loi sur le transport des déchets), au delà de 100 kg de déchets dangereux, l'entrepreneur doit faire appel à un collecteur agréé (ayant déposé une déclaration auprès du préfet du département de son siège social) Pour des renseignements complémentaires vous pouvez vous procurer « le guide de gestion des déchets pour l'Île de France » : se référer à la page AN 04/99 – 20

➤ **LES CENTRES CLASSE II :**

- Type de déchets acceptés : déchets industriels banals (DIB), de préférence triés. Sous certaines conditions, sont également acceptés les **déchets inertes**
- Coût de la mise en dépôt des déchets : de 30 à 65 euros la tonne
- Les CET Classe II sont des installations classées pour la protection de l'environnement, réglementées par l'arrêté du 9/09/1997.

➤ **LES DECHARGES D'INERTES, DITES DE "CLASSE III" :**

- Type de déchets acceptés : déchets inertes.
- Coût de la mise en dépôt des déchets : de 2.30 à 8 Euros /m3.
- Ces décharges sont à l'heure actuelle soumises à autorisation du Maire au titre des Installations et Travaux Divers (article R.442.2 du Code de l'Urbanisme). Ce ne sont donc pas, aujourd'hui, des installations classées pour la protection de l'environnement.

LE CENTRE DE TRANSIT

Le Centre de transit ou centre de regroupement reçoit les déchets acheminés par les véhicules de collecte. Ces déchets sont ensuite regroupés et stockés dans une fosse, sur des aires ou dans des conteneurs. Ils sont éventuellement compactés puis évacués vers une unité de traitement. Ce type de structure est un maillon intermédiaire entre la collecte et le centre de traitement, justifié à partir d'une certaine distance par l'économie réalisée sur le transport. Elle est particulièrement adaptée aux zones rurales.

LA CARRIERE

En tant qu'installation classée pour la protection de l'environnement, les carrières sont exploitées sous le couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation qui, le cas échéant, leur permet de recevoir des déblais inertes de chantier. Très souvent, les exploitants de carrière n'acceptent que de la terre issue des travaux.

Les carrières sont soumises aux contrôles de la DRIRE et d'importantes contraintes environnementales pèsent sur leur exploitation.

Les déblais de chantier sont utilisés en carrière dans le cadre du réaménagement de celle-ci.

LA PLATE-FORME DE CONCASSAGE

Les plates-formes de concassage sont des structures importantes en termes d'investissement. Elles reçoivent entre autres des bétons de démolition (souvent gratuitement). Ces derniers subissent un concassage, dé-ferraillage puis un criblage. Les matériaux ainsi retenus sont revendus et réutilisés en travaux publics.

Contexte réglementaire :

LA RESPONSABILITE

La loi n°75-633 du 15 juillet 1975, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux. Aujourd'hui, intégrée au code de l'environnement.

Cette loi définit :

- **la notion de déchet**, est considéré comme un déchet *«tout résidu d'un processus de production, de transformation, ou d'utilisation, toute substance, matériau produit ou plus généralement, tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon»*.
- **la notion de responsabilité**, cette loi précise que *«le détenteur ou le producteur des déchets est tenu d'assurer ou d'en faire assurer l'élimination»*

DOMAINE DE LA RESPONSABILITE EN MATIERE DE DECHETS DE CHANTIER

➤ **L'entrepreneur**

La plupart des marchés de travaux impute à l'entrepreneur l'évacuation des déchets de chantier. L'entrepreneur est donc, par le jeu des contrats, responsable, pour ce qui le concerne, de l'élimination des déchets.

➤ **Le maître d'ouvrage**

La programmation peut intégrer dans le cahier des charges, des prescriptions environnementales comprenant la gestion des déchets, le respect des ces prescriptions devenant un critère de choix des entreprises.

Seul l'article 37 du CCAG travaux oblige l'entrepreneur à enlever les matériaux sans emploi, à défaut ils seront enlevés par le maître d'ouvrage, mais reste à la charge de l'entrepreneur.

➤ **Le maître d'œuvre**

Il doit intégrer les recommandations de la maîtrise d'ouvrage dans les documents contractuels de marché des travaux (possibilité de tri sur les chantiers, modalités de démolition...).

Il peut faire un choix quant aux modes de gestion des déchets de chantier dès le dossier de consultation des entreprises (DCE) à condition d'être en accord avec le maître d'ouvrage.

Pour rendre cette démarche efficace, un suivi sera nécessaire tout au long du chantier, notamment lors de l'intervention des entreprises sous-traitantes.

➤ **Le coordonnateur santé-sécurité**

Les conditions de stockage et d'évacuation des déchets font partie des missions confiées au coordonnateur SPS par la loi du 31 décembre 1993 et le décret du 26 décembre 1994, au même titre que la maîtrise des nuisances ou de la circulation.

REMARQUE : la composition des déchets jouera un rôle très important dans l'appréciation de la responsabilité de l'entrepreneur.

- Si cette composition est connue de l'entrepreneur compétent, ce dernier assumera les conséquences des dommages éventuels causés par ces déchets.

- Si un maître d'ouvrage techniquement compétent cache une partie des données à l'entrepreneur, de telle sorte que celui-ci ne peut effectuer l'élimination des déchets dans de bonne condition, ce dernier peut voir **sa responsabilité engagée dans la mesure où il y a manquement aux obligations légales** (cour de cassation du 9 juin 1993).

RÈGLEMENTATION GÉNÉRALE

➤ **Code de l'Environnement**

➤ **Le texte de loi n° 95-101 du 2 février 1995, relatif au renforcement de la protection de l'environnement.**

➤ **Le texte de loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, relatif à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.**

➤ **Le texte de loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.**

➤ **Le texte de loi n° 75-633 du 15 juillet 1975, relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.**

RÈGLEMENTATION PARTICULIÈRE

➤ **Le décret n° 2002-540 du 18 avril 2002, relatif à la classification des déchets**

➤ **Directive Européenne 99/31/CE du 26 avril 1999, relative à la mise en décharge**

➤ **Le décret n° 98-679 du 30 juillet 1998, relatif au transport par route, au négoce et au courtage des déchets.**

➤ **La circulaire du 28 Avril 1998, relative à la mise en œuvre et évolution des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés.**

➤ **L'Arrêté du 9 septembre 1997, relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés**

➤ **La circulaire n° 97-15 du 9 janvier 1997, relatif à l'élimination des déchets d'amiante-ciment.**

➤ **La circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996, relatif à l'élimination des déchets d'amiante de flochage et de calorifugeage.**

➤ **Le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994, relatif à l'élimination des déchets d'emballages industriels et commerciaux.**

➤ **Le texte de loi n° 94-588 du 15 juillet 1994, relatif aux procédures d'autorisation d'ouverture des carrières.**

➤ **Le texte de loi n° 93-3 du 5 janvier 1993, relatif aux carrières.**